

**ARRÊTÉ DE TARIFICATION MODIFICATIF**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Affaire suivie par :  
Cécile TIREL  
Tél. : 02.99.02.37.80

**RETIERS Pierre et Marie Curie**  
SIREN : 263500233  
EHPAD

AT 2024 V2

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (partie législative et partie réglementaire), notamment ses articles relatifs au recours contentieux (Livre III Titre 5),
  - VU** la sixième partie du Code de la Santé Publique,
  - VU** les articles R232-1 à R232-61 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à l'allocation personnalisée d'autonomie,
  - VU** les articles R314-1 à R314-244 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs aux dispositions financières régissant les établissements et services sociaux et médico-sociaux,
  - VU** la délibération de l'Assemblée Départementale d'Ille-et-Vilaine lors de sa séance du 16 et 17 novembre 2023,
  - VU** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 13 avril 2023 entre le gestionnaire, le Département et l'Agence Régionale de Santé Bretagne,
  - VU** l'arrêté habilitant l'établissement à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale,
  - VU** la proposition de tarification faite par **l'EHPAD Pierre et Marie Curie de RETIERS**,
- SUR PROPOSITION** du Directeur Général des Services Départementaux d'Ille-et-Vilaine ;

.../...

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2023 fixant le budget autorisé pour le fonctionnement de l'**EHPAD Pierre et Marie Curie de RETIERS** pendant l'**exercice 2024** est modifié comme suit :

Le **forfait dépendance**, au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie, est fixé à **496 983,42 €** dont 20 381,40 € au titre des revalorisations salariales pour l'année 2024. Il est versé par douzième à l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>

**ARTICLE 2** : Les autres articles restent inchangés.

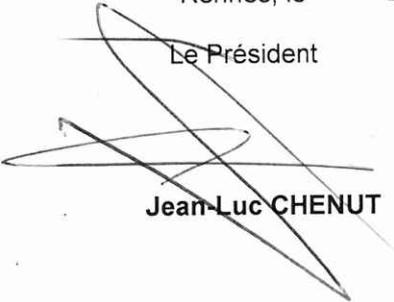
**ARTICLE 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative de Nantes, 2, place de l'Edit de Nantes, BP 18529, 44185 Nantes Cedex 4) dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Général des Services Départementaux d'Ille-et-Vilaine, le Payeur Départemental d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département D'Ille-et-Vilaine.

Rennes, le

**20 JUIN 2024**

Le Président

  
Jean-Luc CHENUT